

---

---

SOUS LA DIRECTION DE  
**Alia Gana et Yann Richard**

# **La régionalisation du monde**

**Construction territoriale  
et articulation global/local**



# Autour du lac Tchad, l'intégration régionale dans tous ses états

Géraud MAGRIN

L'intégration régionale est une vieille lune africaine, indissociable de l'histoire du développement. La région du Nord de l'Afrique centrale, autour du lac Tchad, en fournit un cas d'étude intéressant, car elle juxtapose la réalité d'une aire régionale vécue, la lenteur des constructions institutionnelles et l'influence de dynamiques récentes de la mondialisation marquées par les investissements extractifs et l'irruption de la présence chinoise.

Au sein des anciennes colonies françaises, l'idée de l'intégration régionale est née au moment de l'indépendance, en 1960. L'écho des premiers pas de la construction européenne – le traité de Rome consolidait en 1957 une Europe institutionnelle garante de paix et de prospérité – et les encouragements des partenaires au développement européens <sup>1</sup> ont conforté un processus qui a des racines africaines. En effet, l'indépendance d'une quarantaine de territoires appelés à fonder des États-nations sur la base des colonies a soldé la défaite des partisans du maintien, après l'indépendance, des structures fédérales coloniales – Afrique occidentale française (AOF) ; Afrique équatoriale française (AEF). L'intérêt d'une telle vision était de mobiliser de la manière la plus rationnelle les minces ressources humaines disponibles, les efforts de formation et d'investissement à l'échelle de territoires très vastes mais sous-peuplés, aux marchés exigus, et pourquoi pas de favoriser la paix en évitant la « balkanisation de l'Afrique » [occidentale] (Besnoit, 1979). Des institutions régionales ont donc été mises en place dès les années 1960, faute de mieux, dans un contexte politique et économique favorable à l'affirmation des jeunes États. En Afrique anciennement française, le maintien de deux monnaies communes indexées sur le franc français puis sur l'euro (franc CFA d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale) a porté cette logique d'intégration. Les constructions régionales africaines ont connu ensuite des destins variés, dont l'interprétation tient autant à certaines dynamiques politiques ou économiques internes (fin de l'apartheid en Afrique du sud) qu'aux grandes phases de l'histoire économique – les décennies d'ajustement structurel (1980-1990) et les influences néolibérales externes ne se traduisant pas de manière très explicite dans les succès ou les revers des politiques d'intégration régionale (Bach, 1998). Celles-ci sont présentées comme les plus consolidées en Afrique

---

1. Qu'il s'agisse de la France dans un cadre bilatéral, puis de l'Europe, qui s'affirme progressivement comme le principal partenaire au développement en Afrique.

australe, la SADC <sup>2</sup> bénéficiant de la cohésion fournie par la puissance émergente de l'Afrique du Sud, et à un degré moindre en Afrique de l'Ouest, où des institutions régionales à géométrie variable ont fait leur preuve (le CILSS <sup>3</sup> en matière de sécurité alimentaire, l'OMVS <sup>4</sup> pour aménager et gérer le fleuve Sénégal, la CEDEAO <sup>5</sup> pour répondre à des enjeux de sécurité). Autour du bassin du Congo et jusqu'en Afrique de l'Est, l'hétérogénéité géographique, les rivalités politiques et les séquelles non résorbées des conflits des Grands lacs gênent les avancées.

Autour du lac Tchad, les échanges par le bas, enracinés dans l'épaisseur de relations très anciennes, définissent une aire régionale bien identifiée en forme de carrefour africain, où l'urbanisation du XX<sup>e</sup> siècle stimule le système des flux préexistants. Cet espace est pourtant indocile à l'idée canonique de l'intégration régionale : rivalités politiques, discordances entre espaces économiques vécus et territoires institutionnels, charnières multiples entre ensembles travaillés par des dynamiques centrifuges... opposent des difficultés jusqu'ici insurmontables aux tentatives de construction régionale institution-nelle « par le haut », exprimant pour partie la faiblesse des États. L'échec de la gestion commune des ressources en eau du bassin du lac Tchad en fournit un exemple révélateur. Le développement récent d'une économie pétrolière est ambivalent : les infrastructures de transport scellent des solidarités matérielles, quand les rentes minérales semblent conforter les logiques d'affirmation individuelle des États.

Notre hypothèse est que l'économie pétrolière contemporaine et les nouveaux acteurs qu'elle convoque ouvrent des choix de politique publique dont dépend notamment l'avenir de l'intégration régionale. L'orientation vers des modèles rentiers importateurs maintiendrait le *statu quo*, voire affaiblirait les logiques d'intégration, quand le renforcement d'États développeurs jouant la valorisation des potentiels de croissance régionaux par l'amélioration des infrastructures et des institutions régionales ferait de cet horizon une stratégie de développement en tant que telle.

La présente réflexion se situe à l'articulation de plusieurs types de travaux : elle s'inscrit dans l'intérêt intermittent suscité par les défis de l'intégration régionale en Afrique (Besnoit, 1979 ; Pourtier, 1993a ; 1993b ; Bach, 1998). Elle utilise l'étude des champs régionaux d'échanges par le bas et les dynamismes économiques frontaliers (Couty, 1996 ; Arditi *et al.*, 1990 ; Igué, 1995 ; Bennafla, 2002 ; Magrin *et al.*, 2010) qui fondent les réalités régionales du bassin du lac Tchad tout en posant d'insolubles difficultés aux cadres territoriaux modernes des États et à leur ambition de contrôle territorial exclusif (Herbst, 2000 ; Retaillé, 2005). Nous utilisons par ailleurs des approches questionnant le rôle de l'exploitation des ressources stratégiques, en

---

2. *South African Development Community*.

3. Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel.

4. Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal.

5. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

l'occurrence l'eau (Raison, Magrin, 2009 ; Bertoncin, Pase, 2012 ; Blanchon, 2012) et le pétrole (Tulipe, 2004), dans les processus de régionalisation. Enfin, nous appliquons à l'intégration régionale des interrogations contemporaines sur les possibilités de changement structurel en Afrique liées à la densification démographique et urbaine (Alvergne, 2008 ; Severino, Ray, 2010 ; Magrin, 2010 ; 2013) et aux espaces de bifurcation – c'est-à-dire aux possibilités de changement – ouverts par l'exploitation pétrolière (van Vliet, Magrin, 2009 ; Magrin, van Vliet, 2012).

## **Discordances territoriales**

L'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad présente une double discordance entre les espaces vécus des populations et les territoires étatiques d'une part, les constructions politico-institutionnelles régionales d'autre part. Celles-ci se juxtaposent aux aires de solidarité historiques, économiques et culturelles, à contre courant de liens dominants qu'elles stimulent en retour par les différentiels ainsi créés.

### ***Une aire régionale vécue***

Officiellement, les échanges internes représentent moins de 6 % du commerce de l'Afrique centrale, dans un contexte d'économies extraverties faiblement intégrées et d'infrastructures insuffisantes (Kotcho Bongkawa, 2011). Ces données, fondées sur l'analyse de l'économie formelle, occultent d'autres réalités, plus diffuses, qui confèrent son unité au bassin du lac Tchad.

Des solidarités humaines ancrées dans l'histoire en font l'épaisseur. Le bassin du lac Tchad désigne une vaste aire régionale aux contours mal définis, approximativement centrée sur la partie active du bassin hydrologique. Elle s'est organisée autour de constructions étatiques centralisées très anciennes, les empires du Kanem (IX<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup>) puis du Kanem Bornou (XIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>), auxquelles on peut adjoindre des constructions de même type en situation plus périphérique (Baguirmi ; États peuls de l'actuel Nord du Cameroun). Ces organisations politiques tirèrent leur puissance politique du commerce des esclaves, transsaharien (Kanem Bornou) ou atlantique (Peuls), prélevés sur des peuples non islamisés vivant sur leurs marges, au sud (pays Sara tchadien) ou réfugiés dans les montagnes (monts Mandara) ou dans les zones inondables (moyen Logone, lac Tchad).

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le découpage colonial de l'espace entre le Royaume-Uni (Nigeria), l'Allemagne (Kamerun) et la France (Tchad), qui va donner naissance aux territoires contemporains, tient compte de l'accès au lac Tchad, alors considéré comme stratégique (Magrin, 2009). Le dessin colonial des frontières, dans cette partie de l'Afrique, est de ceux qui séparent de nombreux peuples, d'agriculteurs (Kotoko, Masa, Toupouri, Moundang entre Tchad et Cameroun ; Haoussa et Kanouri entre Nigeria, Niger, Cameroun et Tchad) et



australe, la SADC <sup>2</sup> bénéficiant de la cohésion fournie par la puissance émergente de l'Afrique du Sud, et à un degré moindre en Afrique de l'Ouest, où des institutions régionales à géométrie variable ont fait leur preuve (le CILSS <sup>3</sup> en matière de sécurité alimentaire, l'OMVS <sup>4</sup> pour aménager et gérer le fleuve Sénégal, la CEDEAO <sup>5</sup> pour répondre à des enjeux de sécurité). Autour du bassin du Congo et jusqu'en Afrique de l'Est, l'hétérogénéité géographique, les rivalités politiques et les séquelles non résorbées des conflits des Grands lacs gênent les avancées.

Autour du lac Tchad, les échanges par le bas, enracinés dans l'épaisseur de relations très anciennes, définissent une aire régionale bien identifiée en forme de carrefour africain, où l'urbanisation du XX<sup>e</sup> siècle stimule le système des flux préexistants. Cet espace est pourtant indocile à l'idée canonique de l'intégration régionale : rivalités politiques, discordances entre espaces économiques vécus et territoires institutionnels, charnières multiples entre ensembles travaillés par des dynamiques centrifuges... opposent des difficultés jusqu'ici insurmontables aux tentatives de construction régionale institution-nelle « par le haut », exprimant pour partie la faiblesse des États. L'échec de la gestion commune des ressources en eau du bassin du lac Tchad en fournit un exemple révélateur. Le développement récent d'une économie pétrolière est ambivalent : les infrastructures de transport scellent des solidarités matérielles, quand les rentes minérales semblent conforter les logiques d'affirmation individuelle des États.

Notre hypothèse est que l'économie pétrolière contemporaine et les nouveaux acteurs qu'elle convoque ouvrent des choix de politique publique dont dépend notamment l'avenir de l'intégration régionale. L'orientation vers des modèles rentiers importateurs maintiendrait le *statu quo*, voire affaiblirait les logiques d'intégration, quand le renforcement d'États développeurs jouant la valorisation des potentiels de croissance régionaux par l'amélioration des infrastructures et des institutions régionales ferait de cet horizon une stratégie de développement en tant que telle.

La présente réflexion se situe à l'articulation de plusieurs types de travaux : elle s'inscrit dans l'intérêt intermittent suscité par les défis de l'intégration régionale en Afrique (Besnoit, 1979 ; Pourtier, 1993a ; 1993b ; Bach, 1998). Elle utilise l'étude des champs régionaux d'échanges par le bas et les dynamismes économiques frontaliers (Couty, 1996 ; Arditi *et al.*, 1990 ; Igué, 1995 ; Bennafla, 2002 ; Magrin *et al.*, 2010) qui fondent les réalités régionales du bassin du lac Tchad tout en posant d'insolubles difficultés aux cadres territoriaux modernes des États et à leur ambition de contrôle territorial exclusif (Herbst, 2000 ; Retailé, 2005). Nous utilisons par ailleurs des approches questionnant le rôle de l'exploitation des ressources stratégiques, en

---

2. *South African Development Community*.

3. Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel.

4. Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal.

5. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

l'occurrence l'eau (Raison, Magrin, 2009 ; Bertoincin, Pase, 2012 ; Blanchon, 2012) et le pétrole (Tulipe, 2004), dans les processus de régionalisation. Enfin, nous appliquons à l'intégration régionale des interrogations contemporaines sur les possibilités de changement structurel en Afrique liées à la densification démographique et urbaine (Alvergne, 2008 ; Severino, Ray, 2010 ; Magrin, 2010 ; 2013) et aux espaces de bifurcation – c'est-à-dire aux possibilités de changement – ouverts par l'exploitation pétrolière (van Vliet, Magrin, 2009 ; Magrin, van Vliet, 2012).

## **Discordances territoriales**

L'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad présente une double discordance entre les espaces vécus des populations et les territoires étatiques d'une part, les constructions politico-institutionnelles régionales d'autre part. Celles-ci se juxtaposent aux aires de solidarité historiques, économiques et culturelles, à contre courant de liens dominants qu'elles stimulent en retour par les différentiels ainsi créés.

### ***Une aire régionale vécue***

Officiellement, les échanges internes représentent moins de 6 % du commerce de l'Afrique centrale, dans un contexte d'économies extraverties faiblement intégrées et d'infrastructures insuffisantes (Kotcho Bongkawa, 2011). Ces données, fondées sur l'analyse de l'économie formelle, occultent d'autres réalités, plus diffuses, qui confèrent son unité au bassin du lac Tchad.

Des solidarités humaines ancrées dans l'histoire en font l'épaisseur. Le bassin du lac Tchad désigne une vaste aire régionale aux contours mal définis, approximativement centrée sur la partie active du bassin hydrologique. Elle s'est organisée autour de constructions étatiques centralisées très anciennes, les empires du Kanem (IX<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup>) puis du Kanem Bornou (XIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>), auxquelles on peut adjoindre des constructions de même type en situation plus périphérique (Baguirmi ; États peuls de l'actuel Nord du Cameroun). Ces organisations politiques tirèrent leur puissance politique du commerce des esclaves, transsaharien (Kanem Bornou) ou atlantique (Peuls), prélevés sur des peuples non islamisés vivant sur leurs marges, au sud (pays Sara tchadien) ou réfugiés dans les montagnes (monts Mandara) ou dans les zones inondables (moyen Logone, lac Tchad).

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le découpage colonial de l'espace entre le Royaume-Uni (Nigeria), l'Allemagne (Kamerun) et la France (Tchad), qui va donner naissance aux territoires contemporains, tient compte de l'accès au lac Tchad, alors considéré comme stratégique (Magrin, 2009). Le dessin colonial des frontières, dans cette partie de l'Afrique, est de ceux qui séparent de nombreux peuples, d'agriculteurs (Kotoko, Masa, Toupouri, Moundang entre Tchad et Cameroun ; Haoussa et Kanouri entre Nigeria, Niger, Cameroun et Tchad) et

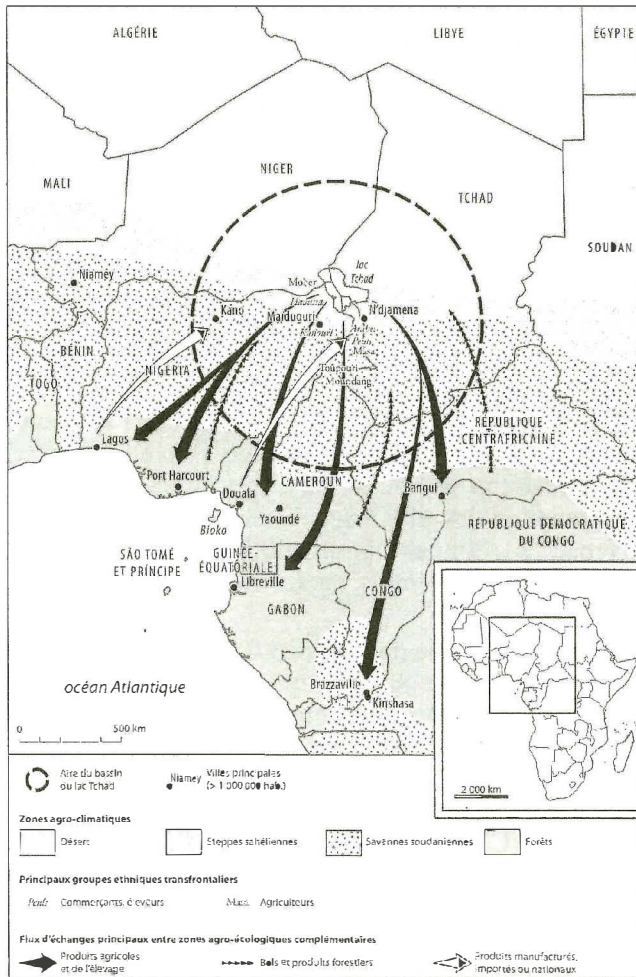
d'agro-pasteurs (Boudouma sur le lac entre Nigeria, Niger et Tchad ; Arabes des rives sud du lac Tchad entre Cameroun et Tchad ; Peuls plus au sud entre Nigeria, Cameroun et Tchad). Comme ailleurs en Afrique, les processus de construction nationale sont allés de pair avec la permanence de denses liens transfrontaliers entre ces peuples (Pourtier, 2011).

Ceux-ci sont d'autant plus vivants qu'ils s'appuient sur de vigoureux courants d'échanges. Au temps des royaumes musulmans précoloniaux comme à l'époque coloniale, les flux à longue distance avec l'extérieur de l'Afrique attirèrent l'attention par leur importance politique et économique. Ils ne cessèrent cependant de cohabiter avec une active économie d'échanges régionaux mettant en relation des zones écologiques complémentaires, du Sahel à la forêt en passant par les savanes soudaniennes. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'essor de l'économie coloniale fondée sur l'exportation de produits agricoles (coton dans le Sud du Tchad et le Nord du Cameroun, arachides et coton dans le Nord du Nigeria) fut un facteur stimulant pour cette économie d'échanges régionaux, qui profita notamment de l'amélioration des conditions de circulation. Ce secteur intermédiaire de l'économie (Couty, 1996) – entre économie de subsistance et économie moderne d'exportation – concernait des produits sahéliens comme le natron (Couty, 1966) et le poisson séché du lac Tchad (Couty, Durand, 1968), le bétail sur pied et les peaux, vendus au Nigeria et jusque dans les pays forestiers (Oubangui, Congo) ; certaines années, des céréales des savanes, des tubercules ou du bois de la zone forestière pouvaient aussi être commercialisés en zone sahélienne.

À partir des années 1980, les dynamiques croisées des crises des économies agricoles modernes d'exportation (coton) et de l'urbanisation régionale stimulèrent toutes les formes de « vivrier marchand » (Chaléard, 1996), dont l'horizon régional constitua à nouveau l'aiguillon principal. Les principaux produits échangés à cette échelle sont le bétail tchadien (vers le Nigeria), le poisson du lac, l'arachide et le sésame (du Sud du Tchad vers les villes du Sud du Cameroun, Bangui, Brazzaville, Kinshasa et vers le Nigeria) (Jamin *et al.*, 2003). La croissance des deux principales villes de la région, N'Djaména au Tchad et Maïduguri au Nigeria (plus d'un million d'habitants chacune en 2013), et la constitution d'un réseau de villes secondaires (Maroua, Garoua, Ngaoundéré et Moundou ont autour de 200 000 habitants), fournissent à la fois des marchés de consommation pour les produits régionaux et l'ossature d'un système commercial organisateur de flux d'exportation plus lointains (vers les villes de la forêt : Sud du Nigeria, Douala et Yaoundé, Bangui, Brazzaville...).

Ce système est animé par des commerçants, dont les plus puissants sont musulmans, qui gèrent les circulations transnationales grâce à des réseaux familiaux ou ethniques qui disposent de relais dans chacun des nœuds urbains de l'aire régionale. Des langues véhiculaires se sont affirmées au croisement des constructions nationales et du fonctionnement de ces réseaux marchands : le haoussa (au détriment du Kanouri) au Bornou, le fulfuldé au Nord Cameroun, l'arabe tchadien au Tchad.

Carte n° 1. Une aire régionale intégrée par le bas



En dehors du commerce, le bassin du lac Tchad constitue une aire de mobilités pour les pasteurs Peuls et Arabes, les pêcheurs Haoussa, Ngambaye ou Masa, qui suivent les ressources où elles se trouvent, convergeant notamment vers les pâturages de décrue et les eaux fertiles du lac Tchad. Sur un plan différent, il est aussi une aire de circulation d'hommes en armes, aux appartenances labiles, qui passent du statut de militaire ou douanier à celui de rebelle ou coupeur de route, d'un pays à l'autre, au gré des opportunités militaires qui se sont répétées au cours des dernières décennies (Debos, 2012). À ce sujet, la stupeur des autorités et des élites intellectuelles du Nord Cameroun à la suite de l'enlèvement d'une famille française, en février 2013



près du parc national de Waza, à quelques kilomètres de la frontière nigériane, par un groupe apparenté à la secte nigériane Boko Haram, dit bien la schizophrénie spatiale ambiante : alors même que tous vivent des flux régionaux permanents (commerce, échanges familiaux, etc.), la violation du sanctuaire territorial national résonne comme un coup de tonnerre. C'est que les territoires politiques ne comprennent pas – aux deux sens du mot – la réalité des pratiques de l'espace régional.

### ***Une intégration institutionnelle de papier***

Ainsi, la situation de l'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad, vue sous sa forme institutionnelle, est le symétrique inverse de la vitalité des circulations et des échanges informels. Régulièrement proclamée comme une panacée face aux défis économiques et sociaux – le développement dans les années 1960, la recherche de nouvelles options pendant l'ajustement structurel et après la dévaluation du franc CFA (Pourtier, 1993a ; 1993b ; Igué, 1995), puis, en contexte post-ajustement, la réponse à la libéralisation commerciale portée par la négociation des APE <sup>6</sup> à partir de 2003, ou encore la déclinaison du projet du Nepad <sup>7</sup> –, l'intégration institutionnelle est à la peine. Plus que d'évidentes divergences d'intérêts, ces difficultés traduisent celles de la construction des États.

Le découpage territorial issu de l'histoire coloniale, reflet d'une position de double charnière africaine (le Sahel entre Afrique du Nord et Afrique plus humide ; entre Afrique de l'Ouest et Afrique nilotique et orientale), impose des contraintes particulières. Car le bassin du lac Tchad relève aujourd'hui de deux ensembles régionaux, la CEDEAO (Niger, Nigeria) et la CEMAC <sup>8</sup> (Tchad, Cameroun), elle-même englobée dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) <sup>9</sup>. On y trouve trois monnaies : la naira au Nigeria, le franc CFA d'Afrique de l'Ouest et le franc CFA d'Afrique centrale – ces deux derniers ayant la même parité fixe face à l'euro, mais étant gérés depuis l'époque coloniale par des institutions distinctes (aujourd'hui UEMOA <sup>10</sup> et UMAC <sup>11</sup>). Les deux langues officielles léguées par le colonisateur – le français et l'anglais – ne facilitent pas les échanges lors des réunions régionales. Certains États appartiennent aux organisations du Sahel

---

6. Accords de partenariat économique.

7. Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

8. Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

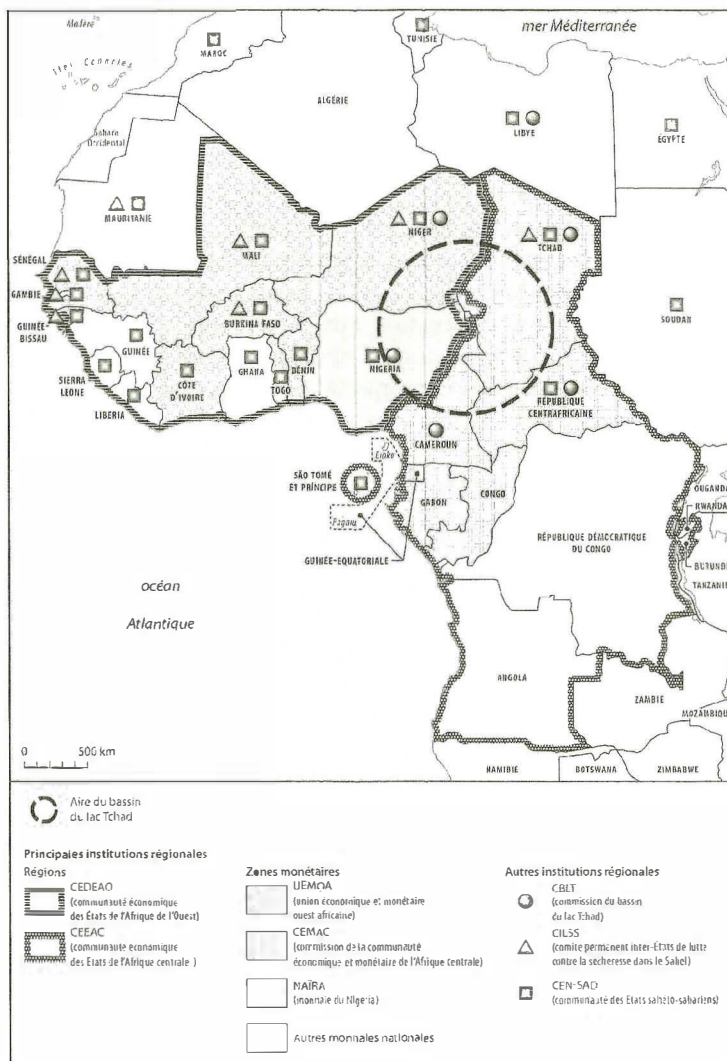
9. Créée en 1984 avec le projet de mise en place d'une zone de libre échange, elle compte 10 membres (Angola, RDC, Burundi, Rwanda, et les 6 pays de la CEMAC). Reconnue comme région par l'Union africaine, dont elle est censée porter la stratégie de construction d'un marché commun africain, elle est profondément hétérogène et minée par les conflits de ces États membres, si bien qu'elle n'a pas encore réussi à mettre en place un tarif extérieur commun (Kotocho Bongkwaha, 2011).

10. Union économique et monétaire de l'ouest africain.

11. Union monétaire de l'Afrique centrale.

comme le CILSS (le Niger et le Tchad en font partie, pas le Nigeria ni le Cameroun), ou la CEN-SAD <sup>12</sup>, en panne depuis la disparition de son promoteur libyen.

Carte n° 2. Un carrefour institutionnel ingouvernable ?



12. Communauté des États sahélo-sahariens. Elle regroupe, depuis 1998, 29 États de la partie septentrionale de l'Afrique, au nord d'une ligne Kenya Nigeria ; le Sud de l'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Congo, etc.) n'y appartient pas.

Cette complexité particulière, compliquée par les divergences d'intérêt que l'on imagine entre États soumis à des influences régionales centrifuges, n'est guère favorable aux progrès du mécano institutionnel. Ces difficultés traduisent celles d'États fragiles pour lesquels la construction nationale passe avant celle d'ensembles sous-régionaux intégrés, comme l'illustre la CEMAC. Celle-ci regroupe trois des six pays du bassin du lac Tchad (Tchad, RCA, Cameroun) – les deux premiers ayant traversé des troubles politiques quasi permanents depuis leur indépendance. La CEMAC est née, au lendemain de la dévaluation du franc CFA en 1994, d'une transformation de l'UDEAC<sup>13</sup> créée peu après l'indépendance, en 1964. Ses objectifs sont de contribuer au développement des pays membres par la création d'un marché commun, l'harmonisation des politiques sectorielles nationales – on sent bien l'influence européenne – et, besoin plus spécifique, la sécurisation de l'environnement des affaires. Elle s'est dotée de quelques institutions spécialisées plus ou moins fonctionnelles, dans le domaine sanitaire (par exemple la CEBEVIRHA<sup>14</sup> pour les produits animaux), la recherche ou la gestion des bassins fluviaux (CICOS<sup>15</sup>). Les institutions régionales, non prioritaires pour des États fragiles, sont peu financées et fonctionnent, sauf exception<sup>16</sup>, aussi mal que les autres. Dans les faits, en dehors du domaine monétaire, où l'arrimage ancien au franc français puis à l'euro a permis une réelle stabilité, les avancées en matière de libre circulation des biens et des personnes comme l'harmonisation des cadres réglementaires sont plus timides que ce que suggèrent les textes ou les déclarations d'intention qui émaillent chaque sommet de chefs d'États. En principe, il existe un tarif extérieur commun et un tarif préférentiel qui s'applique aux échanges inter-États membres : les « produits du cru » (matières premières et productions agricoles au sens large) circulent sans droits de douane d'un pays membre à l'autre. Cependant, ces règles ne sont pas appliquées par tous les États membres, et de nombreux régimes d'exception subsistent (Kotocho Bongkwaha, 2011).

L'Afrique centrale a aussi payé son tribut aux difficiles négociations entre l'Union européenne et les pays ACP dans le cadre des APE. Devant les obstacles rencontrés par des négociations engagées dans une configuration hybride (les pays de la CEMAC + Sao Tome et la RDC, mais pas la CEEAC en tant que telle), l'UE a conclu un accord d'étape séparé avec le Cameroun en janvier 2009. Ses conséquences sur l'intégration régionale restent contro-

---

13. Union douanière et économique de l'Afrique centrale.

14. Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques.

15. Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha.

16. Le cas du PRASAC (Pôle régional de recherche appliquée au développement des systèmes agricoles d'Afrique centrale) constitue une exception qui confirme la règle : projet appuyé à partir de 1998 par la coopération française et le CIRAD pour stimuler la coopération scientifique régionale dans le domaine agricole entre équipes du Tchad, du Nord Cameroun et de la RCA, il a obtenu de bons résultats au point d'être reconnu comme une institution de la CEMAC. L'extension de son champ d'action aux zones forestières, ainsi que les jalousies qu'il suscite au sein d'institutions nationales comprenant mal l'intérêt de la mise en réseau, contribue à ses difficultés au cours de la période récente.

versées : remise en cause de la libre circulation au sein de la CEMAC ou incitation à une intégration accélérée (Kotocho Bongkwaha, 2011) ?

Au-delà des règles, la réalité des échanges révèle le (dys)fonctionnement des États. Pour ceux-ci, le contrôle aux frontières permet l'affirmation du pouvoir central, mais aussi le déploiement d'agents que l'on récompense en les plaçant en position de prélever de l'argent, sans base légale, sur les circulations et les flux commerciaux. Ces pratiques participent à leur façon à la dynamique des échanges informels qui naît sur les frontières et contribue à la création de rentes et à la circulation des richesses : les différentiels monétaires (naira/franc CFA) et les contrôles des agents créent des discontinuités qui fondent des différentiels de prix stimulant l'activité économique et permettant le prélèvement de plus-values (Grégoire, Labazée, 1993 ; Debie, Steck, 2001 ; Igué, 2006). Tout franchissement de frontière, d'animaux sur pied comme de cargaison d'arachides, s'accompagne donc de paiements. À l'inverse, les industries nationales ont parfois souffert de la fragilité des contrôles des frontières. En 1990, la fragile Société des textiles du Tchad, de Sarh, qui venait d'être recapitalisée, a succombé à l'invasion de textiles nigériens, consécutive à l'ouverture totale des frontières liée à l'effondrement du régime d'Hissein Habré (Magrin, 2001). En 2011, un flux incontrôlable de petits intermédiaires conduisant des motocyclettes chinoises surchargées de coton a submergé les postes de contrôle camerounais : alors que les prix d'achat du coton au Nigeria avaient été augmentés, la société cotonnière nationale camerounaise, la Sodecoton, a été mise à genoux par la fuite de son coton vers le géant voisin (Seignobos, 2012).

Ces épisodes disent finalement le paradoxe central de l'intégration régionale dans cette partie de l'Afrique : le poids démographique incomparable du Nigeria (il oppose ses 150 millions d'habitants aux 36 millions d'âmes dispersées sur 3 millions de km<sup>2</sup> dans les six pays de la CEMAC) lui fait jouer un rôle moteur dans les échanges régionaux, alors que les dispositifs institutionnels d'intégration régionale lui tournent le dos. Ce « problème » est fort ancien : depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, les colonisateurs français n'ont cessé de redouter l'influence du Nigeria, l'intrusion de sa monnaie dans les zones frontalières, la polarisation exercée sur les productions agricoles et pastorales des territoires voisins (Chapelle, 1987)... phénomènes qui demeurent d'actualité. Quand les institutions régionales intègrent le Nigeria, comme c'est le cas pour la gestion des eaux, son rôle reflète cependant ses fragilités géopolitiques internes plus qu'un leadership régional.

## **La CBLT et l'impasse du « sauvetage du lac Tchad »**

La gestion de ressources communes stratégiques a parfois contribué à promouvoir les intégrations régionales : ce fut le cas en Europe avec le charbon et l'acier ; d'une manière plus ambiguë, en Afrique de l'Ouest, l'aménagement



du fleuve Sénégal a montré une collaboration efficace entre États, sans pouvoir éviter la crise sénégal-mauritanienne de 1989 (Seck *et al.*, 2009). Dans le bassin tchadien, jusqu'à présent, les difficultés de gestion commune des ressources en eau, malgré leur importance et les pressions – quelque peu dramatisées – qui pèsent sur elles, apparaissent comme emblématiques des freins à l'intégration régionale.

### ***La solidarité hydraulique en panne***

Créée à Fort Lamy en 1964 avec quatre États membres (Cameroun, Nigeria, Niger, Tchad), la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) est une des plus anciennes institutions de gestion de bassin en Afrique. Elle a aussi un bilan parmi les plus minces. Le champ de ses ambitions a varié au gré de la conjoncture internationale et de ses besoins de financement : initialement très large, la gestion des eaux étant adossée à une mission générale de développement économique comprenant jusqu'aux infrastructures de transport, la mission de la CBLT a été resserrée à l'agriculture et à l'élevage dans les années 1970 (LCBC, 2011), puis, dans les années 1980-1990 à la gestion des ressources en eau et de l'environnement.

La CBLT a pâti de problèmes de financement structurels. Les minutes des sommets de chefs d'État de l'institution laissent paraître, en filigrane, les problèmes structurels d'impayés de certains États (en particulier le Niger, frappé par les sécheresses des années 1970-1980, et le Tchad, touché en plus par des conflits civils à répétition des années 1960 aux années 2000) et des querelles incessantes sur la répartition des postes entre pays (LCBC, 2011). L'adhésion à la CBLT de la RCA, en 1994, et de la Libye, en 2001, liée au projet de transfert des eaux (cf. *infra*), ainsi que la dépendance de l'institution à l'égard d'un grand nombre de bailleurs faiblement coordonnés, semblent rendre cette institution ingouvernable. Dans le courant des années 2000, une énième restructuration a débouché sur un exercice de planification censé permettre à la CBLT d'atteindre ses objectifs et de gagner la confiance des bailleurs de fonds. Elle se heurte cependant à la question du transfert des eaux.

Avant de l'aborder, il faut rappeler qu'un des problèmes majeurs de l'institution réside dans la géopolitique des États membres riverains du lac Tchad (Magrin, 2009) : pour le Cameroun et le Niger, le lac Tchad et son bassin relèvent d'enjeux ultra-périphériques qui ne justifient pas des engagements politiques et financiers significatifs : les enjeux sont ailleurs. Le poids lourd historique de la CBLT est le Nigeria, qui finance environ la moitié du budget de l'institution. À l'échelle de ce pays, le bassin du lac Tchad est aussi une marge peu importante en comparaison du cœur économique pétrolier du delta du Niger. Cependant, pour l'État du Bornou, un des 36 États fédérés actuels, le Lac compte. Érigé en espace de projet dans les années 1960-1970 (Magrin, 2009 ; Bertoncin, Pase, 2012), il abrite quelques éléphants blancs : l'aménagement hydro agricole du *Lake Chad Development Project*, conçu sur des milliers

d'hectares dans la période de hautes eaux des années 1960, a été construit au milieu des années 1970 au moment même où les eaux du lac reculaient sous l'effet de la sécheresse : les périmètres n'ont quasiment rien produit. Mais l'aménagement agricole reste une tentation pour les autorités nigériennes. Il n'y a que pour le Tchad, en fait, que le lac Tchad représente un enjeu majeur : 50 % de la superficie du lac relève de ce pays et cet hydro système est proche de son cœur politique (N'Djaména est à 120km) et démographique. Mais ce n'est que dans un passé récent, à la fin des années 2000, que le Gouvernement tchadien s'est véritablement intéressé au Lac, après de longues périodes où les conflits politico-militaires, les crises alimentaires et cotonnières, les perspectives pétrolières au Sud du Tchad orientaient ailleurs les priorités.

On voit là une autre raison de la marginalisation de la CBLT : avec les crises des années 1980-1990 (ajustement structurel, conflits au Tchad), les grands aménagements qui auraient pu menacer la ressource en eau commune ont été mis en sommeil (Magrin, 2009). La vallée de la Komadougou Yobé a été fortement aménagée côté nigérian, mais elle contribue pour une part infime aux apports au lac. Ceux-ci dépendent à près de 90 % du système Chari-Logone qui traverse les territoires tchadien et camerounais. À partir du moment où aucune velléité majeure de pompage unilatéral ne mettait en danger la ressource commune, la CBLT semblait moins nécessaire. L'aridification relative du climat intervenue dans les années 1970-1980, qui sembla menacer l'existence même du lac Tchad, la remit sur le devant de la scène régionale.

### *L'intégration par les infrastructures, ou la tentation du transfert*

Le projet de transfert des eaux de l'Oubangui vers le lac Tchad apparaît comme un catalyseur possible de l'intégration régionale et du développement dans cette région. Or, il est construit sur un mythe et sur la conjonction d'intérêts hétéroclites qui contribuent davantage à affaiblir la CBLT qu'à renforcer les perspectives de gestion concertée des eaux du bassin.

L'idée de transfert des eaux de l'Oubangui, affluent du Congo, vers le bassin tchadien, a été d'abord proposée par un bureau d'études italien dans le contexte de la sécheresse des années 1970-1980 (Bonifica, 1989), qui semblait menacer de disparition le lac Tchad et l'avait en tout cas réduit à la taille inquiétante d'un petit lac, quoique déjà connu par le passé (Magrin, 2007 ; Lemoalle, 2011). Le projet a été rapidement endossé par les chefs d'États de la région. Il est censé rétablir le lac Tchad au niveau de moyen lac connu lors de l'optimum pluviométrique des années 1960 par un transfert d'une partie des eaux de l'Oubangui, qui passeraient par le Chari canalisé. C'est cette perspective qui a justifié l'adhésion de la RCA (et de la Libye !, cf. Magrin, 2014) à la CBLT. Dans les années 2000, ce projet revient avec de plus en plus d'insistance dans les discours des chefs d'État de la région, en particulier du président tchadien, grisés par l'embellie post-ajustement (annulation de dettes) et les recettes pétrolières (Magrin, 2010) : ce projet prométhéen permettrait de régler d'un

coup tous les problèmes régionaux (transports, pêche, agriculture irriguée, sécurité alimentaire, emploi, hydroélectricité, selon des mécanismes bien connus où se mêlent intérêts privés et ambitions publiques, cf. Sautter, 1987), et par là-même d'affirmer la légitimité des gouvernants et la puissance recouvrée des États après les vaches maigres de l'ajustement structurel. Une étude de faisabilité de 6 millions de dollars est financée sur fonds propre par la CBLT, en relation avec la CICOS, avec en outre l'objectif d'étudier plusieurs scénarii de transfert possibles parmi les nombreux proposés.

Or, la nécessité du transfert est justifiée par un mythe : celui de la disparition du lac, appelé à attirer la mansuétude internationale et mobiliser les financements escomptés. Si les conditions climatiques et les prélèvements anthropiques ne sont pas modifiées dans des proportions significatives, il n'y a pas de raison que le lac disparaisse à court terme si les pluies restent stables sur le bassin tchadien : il restera alors stable à un niveau de petit lac déjà connu au cours du XX<sup>e</sup> siècle (Lemoalle, 2011). De plus, ce niveau de petit lac est propice à une agriculture de décrue très dynamique et à l'élevage, qui se sont développés sur les rives sud du lac en lien étroit avec l'approvisionnement de N'Djaména et Maïduguri (Magrin *et al.*, 2010). Un retour à un moyen lac bouleverserait ces systèmes, sans parler de l'écologie des plaines où le Chari serait canalisé. De plus, ce projet vise à augmenter l'offre de l'eau sans qu'on sache vraiment à quoi elle servira, à l'heure de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et de la gestion de l'eau par la demande (Magrin, 2011). Pour toutes ces raisons, les grands bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, FEM, Union européenne, BAD, France) y sont hostiles.

Ainsi, ce projet de transfert d'eau, rêvé par la CBLT qui y voit le moyen de se légitimer et de se mettre au centre du jeu politico-économique régional et désiré par des chefs d'États en quête de projet politique, apparaît finalement comme un point de blocage. Alors que les sommets des chefs d'États de la CBLT rappellent régulièrement leur soutien au projet et sa dimension prioritaire, les documents de planification officiels de l'institution <sup>17</sup>, réalisés avec l'appui du FEM et de la Banque mondiale, n'en mentionnent même pas l'éventualité. Cette utopie ressemble à une impasse.

## **Une régionalisation pétrolière ?**

Longtemps, l'économie pétrolière n'a concerné que le littoral et les eaux du golfe de Guinée (Nigeria, Sud-Cameroun, Gabon, Congo). Depuis une dizaine d'années, l'exploitation des hydrocarbures a gagné son hinterland du Nord de l'Afrique centrale, le bassin tchadien : la position enclavée implique ici de construire des oléoducs de transport, parfois transfrontaliers. Il s'agit alors de

---

17. Notamment le Plan d'action stratégique et l'Analyse diagnostique transfrontalière du bassin du lac Tchad (CBLT, 2008; 2012).

se demander ce que cela change à la problématique de l'intégration régionale, si ces dynamiques sont davantage porteuses de nouvelles solidarités ou au contraire de fragmentation socio-spatiale et de repli national.

### ***Les dispositifs pétroliers : entre solidarités et fragmentation***

Plusieurs projets pétroliers ont été réalisés depuis le début des années 2000 dans le bassin du lac Tchad, et des prolongements sont en cours. Ils peuvent être vus de manière ambivalente : s'ils procèdent de la mise en place de systèmes extractifs mondialisés fonctionnant sur le mode de l'enclave, ils contribuent aussi à des solidarités bilatérales et renouvellent en partie les conditions régionales de circulation.

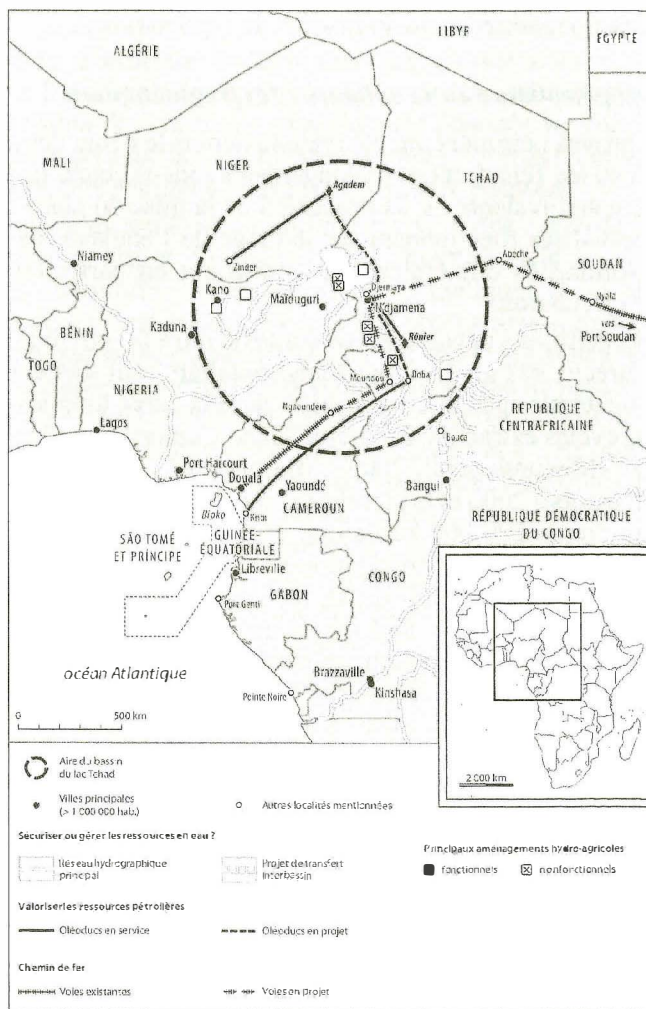
Ces projets pétroliers développés en contexte *onshore* ont tous, de manière directe ou indirecte, des implications transfrontalières qui scellent des formes de solidarité bilatérale spécifiques, inscrites dans la durée longue – souvent 20 à 30 ans – des cycles extractifs. Le projet Tchad Cameroun est le premier et le plus important (Maoundonodji, 2009 ; Magrin *et al.*, 2012). Les travaux ont commencé en octobre 2000 et le pétrole a commencé à être exploité en octobre 2003, avec un pic de 200 000 barils/jour en 2005-2007, environ 100 000b/j depuis. Rendu possible par la participation de la Banque mondiale et réalisé par un consortium dirigé par Exxon-Mobil, il a consisté à aménager initialement 300 puits de pétrole dans le Sud du Tchad et à les relier à un terminal d'exportation installé sur la côte camerounaise, à Kribi, au moyen d'un oléoduc de 1 070km traversant une bonne partie du territoire camerounais. Un traité bilatéral a été un préalable à la mise en œuvre du montage financier. Celui-ci prévoit la création de deux sociétés d'exploitation de l'oléoduc, Totco et Cotco, dans lesquelles les deux États tchadiens et camerounais sont intéressés<sup>18</sup>. Dans un contexte géopolitique considéré comme potentiellement instable et hostile au climat des affaires, la Banque mondiale a joué un rôle clé dans la mise en place du montage financier destiné à intéresser les deux États et à les rendre solidaires du destin du projet, tout en laissant la porte ouverte à des renégociations du contrat initial qui n'entament pas le fonctionnement d'ensemble (Donner, 2014).

Dans un deuxième temps, la première entreprise pétrolière chinoise, la *China National Petroleum Company* (CNPC), a développé en parallèle deux projets comparables au Tchad et au Niger (2009-2011) (Magrin, Maoundonodji, 2012). Il s'agissait dans une première phase d'exploiter un nombre limité de puits (gisement de Rônier au Tchad, Agadem au Niger) connectés à deux raffineries destinées à satisfaire les besoins intérieurs et régionaux, situées à Djermaya au Tchad (40 km de N'Djaména) et à Zinder au Niger. Les raffineries ne pouvant absorber que la moitié du potentiel de production initial de ces

18. Le Gouvernement du Tchad aurait, selon des sources discordantes du groupe Banque mondiale, 8 à 15 % des parts de Totco et 5 % de celles de Cotco ; celui du Cameroun 5 à 10 % des parts de Cotco.



Carte n° 3. L'intégration par les infrastructures



gisements, cette étape s'inscrivait clairement dans une stratégie développée partout par la Chine en Afrique, cherchant à gagner des contrats d'accès aux ressources naturelles en échange d'investissements ou de réalisations répondant aux demandes des dirigeants nationaux (Soares de Oliveira, 2008). La deuxième phase, en cours de réalisation, vise à exporter les excédents. Pour ce faire, après avoir, comme souvent en matière de construction d'infrastructures de ce type, laissé envisager différentes options pour négocier les meilleures conditions possibles (Magrin, van Vliet, 2012), la CNPC a appuyé la signature d'un accord cadre entre le Tchad et le Niger en même temps

qu'elle signait un accord avec Exxon, au printemps 2012. Son intention est d'utiliser l'oléoduc Doba Kribi, à présent sous-utilisé, pour y exporter ses excédents de production d'Agadem, de Rônier et des nouveaux gisements qui pourraient être mis à jour.

Une lecture courante amène à considérer ces développements pétroliers sous le registre de l'enclave : des investissements mondialisés concentrés sur quelques points voués à l'exportation de ressources, sans autre lien avec les territoires d'accueil que les rentes versées aux États (Ferguson, 2006). Mais ces enclaves méritent d'être interprétées aussi sous le registre archipélagique (Arrault, 2005), qui considère la manière dont l'ensemble des systèmes techniques nécessaires au fonctionnement de ces enclaves interagissent avec les territoires : modernisation de l'aéroport de N'Djaména et réalisation de nouvelles infrastructures, comme le pont sur la rivière Mbéré, à la frontière Cameroun Tchad, la route pétrolière ouverte à la circulation du public entre Doba, Komé, Donia et Bébédja, etc. De ce point de vue, les projets de la CNPC, qui semblent s'enclaver plus encore que celui d'Exxon par un recours massif à la main-d'œuvre chinoise, construisent aussi deux raffineries aptes à produire pour les besoins du marché intérieur et sont à l'origine de nouveaux flux régionaux de produits pétroliers, au Niger et du Niger vers le Bénin, au Tchad et vers la RCA. Trop peu, sans doute, pour voir dans le pétrole un vecteur de l'intégration régionale. Suffisamment cependant pour contribuer à un renouveau économique d'ensemble qui pourrait avoir des implications sur ce plan.

### *Une extension du golfe de Guinée rentier ou une bifurcation pour le bassin tchadien ?*

L'extension de l'exploitation pétrolière dans l'arrière-pays sahélien du golfe de Guinée semble préfigurer une homogénéisation des économies au sein de l'Afrique centrale. Reste à savoir si une telle dynamique est plus favorable au principe de l'intégration que la valorisation des complémentarités entre zones fortement contrastées.

L'opposition historique entre une Afrique forestière et littorale riche de ses ressources (Gabon, Congo, Cameroun à un degré moindre) méprisant les territoires enclavés soudano-sahéliens pauvres (Tchad, RCA) soupçonnés d'en vouloir à leur richesse, n'a plus cours. Elle était fort ancienne : c'est au nom de cette représentation que le Gabon n'avait pas suivi le reste de l'AEF derrière Félix Éboué, gouverneur du Tchad, pour rejoindre le camp du général de Gaulle en 1940. C'est aussi elle qui avait été à l'origine du rejet de la solution fédérale, en 1960, le Gabon ne voulant pas servir de « vache à lait » de l'Afrique centrale (et ayant même envisagé de demander un statut de département d'outre-mer (Dom) pour échapper à un semblable sort) (Pourtier, 1989). Depuis que la Guinée Équatoriale, qui a adhéré à la CEMAC en 1983, a connu un boom pétrolier spectaculaire, à partir de 1995, seule la RCA reste à ce jour pauvre et

sans ressource d'exportation significative hors du diamant vendu en contrebande. Pour le reste, la CEMAC se présente à présent comme un club de pays pétroliers. La plupart de ses membres ont appartenu à la « commission du golfe de Guinée », créée en 1999 pour servir de cadre de coopération entre anciens et nouveaux producteurs de pétrole de cette région (Tulipe, 2004). Mais celle-ci n'a guère joué de rôle face à l'imbroglio représenté par le découpage des frontières maritimes sur fond de compétition pétrolière (Augé, 2012).

L'image satisfaisante mais virtuelle d'un marché commun d'Afrique centrale valorisant des complémentarités entre productions animales et agricoles du sahel et des savanes (Tchad, RCA) et ressources énergétiques et forestières du Sud (Gabon, Congo) (Pourtier, 1993b) n'est donc plus d'actualité. Du point de vue des perspectives d'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad, le contexte actuel d'affirmation des États grâce à un contexte politique et économique devenu plus favorable par l'augmentation des rentes, l'annulation des dettes et l'élargissement des partenariats (avec l'arrivée de la Chine et le maintien des partenaires traditionnels : France, États-Unis, Union européenne, Banque mondiale) est ambivalent. D'un côté, ici comme ailleurs, le retour des États n'est pas le moment du mouvement de balancier le plus favorable aux progrès d'intégrations régionales qui empiètent d'une manière ou d'une autre sur leur souveraineté. D'un autre côté, l'envie de renouer avec des politiques publiques ambitieuses se décline volontiers à des échelles régionales ou panafricaines, qui présentent l'avantage du gigantisme autant qu'une perspective pour capter les financements internationaux toujours nécessaires – le projet de transfert des eaux de l'Oubangui est un exemple, celui d'un chemin de fer transafricain Cameroun-Tchad-Soudan promis par la Chine en est un autre (Magrin, van Vliet, 2012).

Le contexte pétrolier post-ajustement se traduit finalement par l'ouverture du champ des possibles pour les pays du bassin tchadien, ouvrant la porte à des trajectoires différenciées en fonction des choix qui seront effectués. Alors que les rentes pétrolières promettent d'accélérer l'urbanisation et la croissance démographique, la mauvaise pente serait celle de l'inclinaison propre à la « malédiction des ressources naturelles » (Rosser, 2006) : recrutements dans une fonction publique hypertrophiée et grands travaux concentrés dans la capitale, biais urbain avec maintien de prix bas et subventionnés sur l'énergie et les vivres importées, abandon de l'agriculture et de l'économie productive, macrocéphalie... sur le modèle des émirats pétroliers du golfe de Guinée (Pourtier, 1989). Mais le moment pétrolier contemporain, avec les dispositifs d'accompagnement (régulations financières et environnementales, etc.) et les débats citoyens qu'il véhicule, ouvre aussi des espaces de bifurcation (van Vliet, Magrin, 2009 ; Magrin, van Vliet, 2012). La valorisation du potentiel d'articulation entre des campagnes encore productives et des villes de plus en plus consommatrices, par des politiques publiques nationales et régionales adaptées, pourraient dessiner un modèle de développement alternatif exploitant les potentialités régionales.

## Conclusion

L'intégration régionale est une notion ambiguë dans le bassin tchadien. Elle correspond à la vérité d'une vie de relations régionales anciennes, dynamisée par la croissance du réseau urbain, les progrès des infrastructures et les différentiels créés par l'existence des États modernes et de régimes monétaires différents. Le poids de la puissance nigériane, géant au pied d'argile garant de stabilité – ou d'immobilisme, c'est selon – dans les équilibres transfrontaliers plus qu'enclin à affirmer son leadership régional, la position de chamière entre de nombreux ensembles tiraillés par des forces centrifuges, facteur d'inflation stérile des institutions régionales, n'ont pas permis de grands progrès dans la prise en charge des problèmes de l'inter-territorialité (échanges et développement économique, gestion des ressources en eau, sécurité...). Les progrès de la construction régionale institutionnelle « par le haut » donnent donc l'impression de faire les frais de la vitalité des échanges « par le bas ». Les uns comme les autres révèlent les dysfonctionnements des États, trop peu sûrs d'eux-mêmes pour avancer dans la négociation de règles communes et trouver intérêt à les appliquer. La réponse aux enjeux communs de gestion des eaux du bassin du lac Tchad est révélatrice des intérêts dispersés et des insuffisances des États riverains – la séduction exercée par le mirage prométhéen du transfert des eaux de l'Oubangui par rapport aux modèles en vogue de gestion intégrée<sup>19</sup>, plus complexe et moins vendable aux opinions publiques, étant aussi un reflet de leur faible capacité institutionnelle. L'extension de l'exploitation pétrolière internationale sur l'arrière-pays du golfe de Guinée renforce quant à elle certaines solidarités bilatérales, sans que les enclaves extraverties sur laquelle elle repose modifient beaucoup la géographie régionale. Rentes pétrolières et nouveaux partenariats participent cependant d'un nouveau contexte favorable à des choix plus ouverts en matière de politiques publiques, dont le renforcement des infrastructures et des échanges régionaux ne serait pas l'horizon le plus défavorable au développement.

## Bibliographie

ALVERGNE Christel, 2008, *Le défi des territoires. Comment dépasser les disparités spatiales en Afrique de l'Ouest et du Centre ?*, Paris, Karthala, PDM.

---

19. La GIRE (gestion intégrée des ressources en eau) est devenue la norme canonique internationale en matière de gestion des eaux, où elle décline les objectifs du développement durable : elle « encourage la mise en valeur et la gestion coordonnée de l'eau, des terres et des ressources associées en vue de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte d'une manière équitable, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux » (Partenariat mondial de l'eau, 2000).



- ARDITI Claude, HARRE Dominique, IGUE John O., 1990, *Échanges régionaux, commerce frontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : Les échanges marchands entre le Tchad, le Nord Nigeria et le Nord Cameroun*, Montpellier, Cotonou, Paris, INRA, UNB, IRAM.
- ARRAULT Jean-Baptiste, 2005, « Du toponyme au concept ? Usages et significations du terme archipel en géographie et dans les sciences sociales », *L'Espace géographique*, n° 4, 315-328.
- AUGÉ Benjamin, 2012, *Produire du pétrole en zone de conflit : cas de l'Afrique médiane*, thèse de doctorat en géographie, mention géopolitique, sous la direction de Béatrice Giblin, Paris, Université Paris 8-Vincennes-Saint Denis.
- BACH Daniel, 1998, *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.
- BERTONCIN Marina, PASE Andréa, 2012, *Autour du lac Tchad. Enjeux et conflits pour le contrôle de l'eau*, Paris, L'Harmattan.
- BESNOIT Joseph-Roger de, 1979, *La balkanisation de l'Afrique occidentale française*, Dakar, Les nouvelles éditions africaines.
- BLANCHON David, 2012, « Introduction. Du risque hydrologique au risque hydropolitique en Afrique », in « L'eau en Afrique, source de conflits ? », *Dynamiques environnementales* n° 29, 7-16.
- CHALÉARD Jean-Louis, 1996, *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- COUTY Philippe, 1966, *Le natron, secteur intermédiaire dans une économie de savane africaine*, Fort Lamy, ORSTOM.
- COUTY Philippe, [1968] 1996, « La structure des économies des savanes africaines », in Ph. Couty, *Les apparences intelligibles. Une expérience africaine*, Paris, Arguments, 35-54.
- COUTY Philippe, DURAND Pierre, 1968, *Le commerce du poisson au Tchad*, Paris, ORSTOM.
- DEBOS Marielle, 2012, *Le métier des armes au Tchad : des combattants entre deux guerres*, Paris, Karthala, « Les Afriques ».
- DEBRIE Jean, STECK Benjamin, 2001, « L'enclavement, réévaluation théorique et application à l'Afrique de l'Ouest », *L'espace géographique* n° 1, 26-36.
- DONNER Nicolas, 2014, *De l'immunisation des enclaves pétrolières en Afrique*, thèse de doctorat en géographie, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- GRÉGOIRE Emmanuel, LABAZÉE Pascal, 1993. *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, ORSTOM.
- HERBST Jeffrey, 2000, *States and Power in Africa. Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton, Princeton University Press.
- IGUÉ John O., 1995, *Le territoire et l'État en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Paris, Karthala.

- IGUÉ John O., 2006, *L'Afrique de l'Ouest entre espace, pouvoir et société. Une géographie de l'incertitude*, Paris, Karthala.
- JAMIN Jean-Yves, GOUNEL Christian, BOIS Christophe (dir.), 2003, *Atlas Agriculture et développement rural des savanes d'Afrique centrale*, N'Djaména, Montpellier, PRASAC-CIRAD.
- KOTCHO BONGKWAHA Jacob, 2011, « Les effets systémiques de l'APE sur l'intégration régionale en Afrique central », *Passerelles*, vol. 12, n° 3, [En ligne : <http://ictsd.org/i/news/passerelles/112067/>].
- MAGRIN Géraud, 2001, *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir.*, Paris, Sépia-CIRAD.
- MAGRIN Géraud, 2010, « En attendant le centenaire... Introduction au dossier Afrique, 50 ans d'indépendance. Territoires, frontières, identités et développement », *EchoGéo*, n° 13, [En ligne : <http://echogeo.revues.org/12113>].
- MAGRIN Géraud, RÉOUNODJI Frédéric, NGARESSEM Goltob, MBAGOGO Audrey, ASSOUYOUTI Mahamat, 2010, « Le lac Tchad et N'Djaména : une relation porteuse de développement ? », communication au colloque PRASAC-ARDESAC « Savanes africaines en développement. Innover pour durer », Garoua, 20-24 avril 2009, [En ligne : <http://hal.cirad.fr/cirad-00471340/fr/>].
- MAGRIN Géraud, 2011, « Sauver le lac Tchad autrement. Sur la piste du développement durable dans le bassin tchadien », in « La sauvegarde du lac Tchad », *Passages*, n° 166, numéro spécial, 18-22.
- MAGRIN Géraud, 2013, *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Presses de la Sorbonne, « Territoires en mouvement ».
- MAGRIN Géraud, 2014. « Double alchimie au lac Tchad : ou comment transformer la ressource en pénurie et la pénurie en ressource », in M. Redon, E. Chauvin, E. Lavie, G. Magrin, L. Perrier-Bruslé (dir.), *Ressources mondialisées : essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne (à paraître).
- MAGRIN Géraud, VAN VLIET Geert, 2012. « Désenclaver le pétrole : une bifurcation pour le Tchad ? », communication au 15<sup>e</sup> colloque du réseau Mégatchad, « Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad », Université de Naples, 12-15 septembre 2012.
- MAOUNDONODJI Gilbert, 2009, *Les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad*, thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Louvain, Université catholique de Louvain.
- POURTIER Roland, 1989, *Le Gabon*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan.
- POURTIER Roland, 1993a, *Atlas de l'Udéac*, Paris, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, centre de recherche Équateur.
- POURTIER Roland, 1993b, « L'intégration régionale en Afrique Centrale : entre territoire et mémoire », table ronde du CERGEP, Libreville, 13-15 octobre.
- POURTIER Roland, 1995, *Atlas de la zone Franc en Afrique subsaharienne*, Paris, ministère de la Coopération, La Documentation française.

- POURTIER Roland, 2010, *Afriques noires*, Paris, Hachette.
- RAISON Jean-Pierre, MAGRIN Géraud (dir.), 2009, *Des fleuves entre conflits et compromis. Essais d'hydropolitique africaine*, Paris, Karthala.
- RETAILLÉ Denis, 1997, *Le monde du géographe*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références inédites ».
- ROSSER Andrew, 2006, *The Political Economy of the Resource Curse : A Literature Survey*, IDS working paper n° 268, Brighton, Centre for the Future State.
- SEIGNOBOS Christian, 2012, « La moto chinoise : une révolution urbaine et rurale (2005-2012) », communication au 15<sup>e</sup> colloque du réseau Mégatchad, « Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad », Université de Naples, 12-15 septembre 2012.
- SEVERINO Jean-Michel, RAY Olivier, 2010, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob.
- SOARES DE OLIVEIRA Ricardo, 2008, "Making sense of Chinese Oil Investment in Africa", in C. Alden, D. Large, R. Soares de Oliveira (éd.), *China Returns to Africa. A Rising Power and a Continent Embrace*, Londres, Hurst & Company, 83-109.
- TULIPE Simon, 2004, « Le bassin tchadien à l'épreuve de l'or noir : réflexions sur la nouvelle donne pétro-politique en Afrique centrale », *Politique africaine*, n° 94, 59-81.
- VAN VLIET Geert, MAGRIN Géraud, 2009, "Public steering in the hydrofuel sector. Conditions for trajectory bifurcation in Chad and Mauritania", 21<sup>st</sup> world Congress of Political Science, Santiago du Chili, 12-16 juillet 2009.

## Sources imprimées

- COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD (=CBLT), 2008, *Programme d'action stratégique pour le bassin du lac Tchad. Inversion des tendances à la dégradation des terres et des eaux dans l'écosystème du bassin du lac Tchad*, N'Djaména, CBLT, FEM, Banque mondiale, PNUD, UNOPS, [En ligne : <http://lakechad.iwlearn.org/publications/reports/the-lake-chad-basin-sap-french>].
- CBLT, 2012, *Analyse diagnostique transfrontalière du bassin du lac Tchad, Inversion de la tendance à la dégradation des ressources en terre et en eau*, N'Djaména, CBLT.
- LAKE CHAD BASIN COMMISSION (=LCBC), 2011, *Collections of decisions of the LCBC heads of State and Government Summits*, vol. I : 1964-2010, N'Djaména, LCBC.
- PARTENARIAT MONDIAL DE L'EAU, 2000, *La gestion intégrée des ressources en eau*, TAC Background Papers, n° 4, [En ligne : <http://www.gwp.org/Global/ToolBox/Publications/Background%20papers/04%20Integrated%20Water%20Resources%20Management%20%282000%29%20English.pdf>].